

## Pour une vision à long terme de la coopération économique internationale

John F. Helliwell

Volume 64, numéro 3, septembre 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/601451ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/601451ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Helliwell, J. F. (1988). Pour une vision à long terme de la coopération économique internationale. *L'Actualité économique*, 64(3), 313–335. <https://doi.org/10.7202/601451ar>

## POUR UNE VISION À LONG TERME DE LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

John F. HELLIWELL \*

*Université de Colombie-Britannique \**

La plupart des études récentes portant sur la coordination des politiques internationales traitent des possibilités de coopération en matière de gestion macroéconomique. Mais on a probablement tort de limiter la coopération internationale à des questions de gestion économique à court terme et ce, pour deux raisons.

Tout d'abord, il existe tellement d'incertitudes et de divergences d'opinions en ce qui concerne le bien-fondé, voire les effets nationaux, des politiques monétaires et budgétaires qu'on a peu de chances d'arriver à des accords internationaux sur les politiques intérieures. Étant donné ces difficultés, il est probable qu'en axant les efforts de coopération internationale exclusivement sur ces questions on ne connaisse que des déceptions, ce qui aura pour résultat de décourager les efforts futurs de coopération économique internationale. Deuxièmement, de nombreuses questions ayant trait à l'évolution structurelle de l'économie mondiale ont tendance à être reléguées au second plan par l'urgence des considérations à brève échéance, mais à l'égard desquelles il est peut être à la fois plus important et plus facile d'arriver à un consensus international.

Nous essaierons donc d'apporter une dimension de long terme à notre analyse de l'interdépendance économique et des objectifs et moyens possibles de coopération économique internationale. Nous allons procéder en quatre étapes. Nous examinerons d'abord brièvement la situation des déséquilibres macroéconomiques. Deuxièmement, nous examinerons ce qui nous paraît être les tendances technologiques et économiques les plus importantes à se dessiner dans le monde, pour ensuite en analyser les conséquences possibles sur l'économie mondiale. Nous nous arrêterons en particulier aux changements qui peuvent conduire à des frictions économiques entre les pays ou à des politiques nationales nuisibles pour d'autres pays.

---

\* Département de sciences économiques. Économiste invité Clifford Clark, ministère des Finances, Ottawa. Conférence prononcée au congrès annuel de la Société canadienne de science économique, Lac Delage, 18-20 mai 1988. Une version précédente avait été préparée sur l'invitation de l'Institut japonais pour l'avancement de la recherche, dont l'appui nous a grandement aidé dans nos recherches. Nous tenons également à remercier Alan Chung, Pierre Fortin, Robert Lafrance, Keizo Nagatani, André Plourde et John Sargent de leurs judicieuses observations et suggestions.

Puis, en nous fondant sur les résultats de cet examen, nous essaierons de répertorier les domaines qui peuvent se prêter le mieux à la coopération internationale en vue de la création et de l'administration d'institutions et de pratiques économiques profitables. Enfin, nous présenterons certains exemples concrets.

## 1. DÉSÉQUILIBRES GLOBAUX

Les questions les plus urgentes en ce qui touche la coordination des politiques à court terme ont trait aux déséquilibres globaux au titre de la dette et des comptes courants. Les problèmes que connaissent les pays fortement endettés d'Amérique du Sud relèvent de leur volonté et de leur capacité de servir leur dette et de la nécessité de débloquer des ressources financières pour favoriser l'investissement.

Pour ce qui est des pays industrialisés, toute l'attention est tournée vers le déficit du compte courant des États-Unis, non pas parce que l'encours de la dette nette des États-Unis est imposant, mais parce qu'il augmente à un rythme qui nous porte à douter du maintien des financements privés à un tel niveau.

Par rapport au milieu de 1987, les perspectives à court terme à l'égard de ces deux questions sont un peu plus encourageantes. D'importants changements ont été apportés: la production réelle augmente plus rapidement que la demande finale aux États-Unis, et la demande finale augmente plus rapidement que la production en Allemagne et au Japon. Ces corrections au titre des comptes courant réels, qui représentent environ 1% par année au Japon et un peu moins aux États-Unis et en Allemagne, ont été apportées assez rapidement pour en garantir l'efficacité mais sans toutefois resserrer l'offre dans l'industrie de la construction au Japon (qui intervient pour la majeure partie de la hausse de la demande intérieure) et dans les industries exportatrices aux États-Unis.

Les taux de change réels ont largement évolué depuis le début de 1985 et ils demeurent à un niveau qui pourrait favoriser le déplacement de la production de l'Allemagne et du Japon vers les États-Unis et d'autres pays à faibles coûts. Au Japon, l'adaptation à un yen plus fort s'effectue sans heurts et la demande intérieure s'accroît assez rapidement pour maintenir un bon rythme de croissance de la production et de l'emploi malgré la baisse soutenue des exportations réelles nettes. En outre, la situation budgétaire du Japon est passablement saine et est propice à une expansion future si le besoin s'en fait sentir.

Les risques sont moins grands pour 1988 qu'à moyen terme; en effet, la plupart des prévisions émanant du secteur privé et de sources officielles indiquent que les progrès en matière de compression des déficits financiers et extérieurs des États-Unis permettront à ces problèmes de s'estomper au début des années 90, le déficit du compte courant des États-Unis se maintenant au-dessus des 100 milliards de dollars, soit environ 2% du PNB. La plupart des travaux de recherche fondés sur des modèles précisent toutefois que, pour assurer un meilleur équilibre de leur compte courant, les États-Unis devront prendre davantage de mesures d'assainissement budgétaire. Si les marchés n'en viennent pas à confirmer cette

hypothèse, d'importantes pressions pourraient faire baisser la valeur du dollar américain. Il s'agit donc d'une épée de Damoclès qui menace les investisseurs étrangers, de même que les banques centrales, qui augmentent actuellement leurs avoirs en dollars américains au rythme plus de 100 milliards de dollars par année.

Les travaux de recherche fondés sur des modèles indiquent sans équivoque qu'une diminution importante de la valeur du dollar américain sans changement à la politique budgétaire n'améliorerait pas la situation du compte courant des États-Unis. Les États-Unis pourraient, après deux ans, retrancher un milliard de dollars au déficit de leur compte courant pour chaque baisse exogène de 1% de la valeur du dollar américain<sup>1</sup>. Par contre, en diminuant ses dépenses dans une proportion de 1% du PNB, soit 50 milliards de dollars, le gouvernement américain réduirait le déficit de son compte courant d'environ 20 milliards de dollars au cours de la même période, ce qui entraînerait du même coup une dépréciation de quelque 3% du dollar américain<sup>2</sup>. Par conséquent, l'effet d'une baisse de la valeur du dollar américain sur le déficit du compte courant est environ sept fois plus important si cette baisse est attribuable à des compressions budgétaires que si elle provient d'un changement d'attitude de la part des marchés à l'égard du comportement futur du dollar.

Vu que l'avenir de la politique budgétaire des États-Unis ne peut faire l'objet d'aucune décision, encore moins d'une entente à l'échelle internationale, au cours d'une année d'élection, il est bien peu probable que la politique budgétaire internationale sera bientôt coordonnée afin de rassurer les marchés à l'égard de l'évolution des déséquilibres actuels. Pour les détenteurs étrangers de créances en dollars américains, la principale garantie réside dans le fait que la politique monétaire américaine devrait permettre de maintenir la valeur du dollar tant aux États-Unis qu'à l'étranger, de manière à favoriser d'autres changements réels sans toutefois susciter des pertes de capital massives ou un bouleversement des marchés, qui découleraient forcément d'une baisse excessive de la valeur du dollar américain.

La coordination des politiques macroéconomiques à court terme n'étant pas immédiatement possible, il convient de se tourner vers la coopération sur des questions à long terme. Mais il faudra d'abord analyser les tendances et les pressions qui détermineront le cadre économique à l'intérieur duquel seront appliquées les stratégies futures.

---

1. Voir Bryant *et al.* (1988, Partie 2, p. 100), Helkie et Hooper (1988) et Helliwell (1988a) pour des analyses plus détaillées de ces résultats, qui proviennent d'un certain nombre de modèles internationaux. Les résultats découlant du modèle complet ne correspondent qu'à 25% de ceux des équations commerciales parce que la dépréciation provoque une augmentation des coûts et des prix au pays et engendre une baisse des prix et de la demande finale de l'étranger.

2. Ces résultats sont des moyennes des principaux modèles internationaux (ceux de l'Agence de planification économique du Japon, du Federal Reserve Board des États-Unis et de l'OCDE), comme les rapporte Helliwell (1988b).

## 2. NOUVELLES TENDANCES TECHNOLOGIQUES ET ÉCONOMIQUES

Quelle que soit la façon dont on la mesure, l'économie mondiale a connu un essor rapide au cours des quarante dernières années. Le commerce international croissant plus vite que les revenus nationaux, les liens économiques entre les pays se sont multipliés comme jamais auparavant. Dans cette section, nous examinerons quelques-unes des principales sources et conséquences de l'internationalisation croissante de l'activité économique. Celle-ci est due en grande partie aux institutions internationales qui ont été créées vers le début de la période en vue de l'établissement et du maintien de relations internationales fortes et harmonieuses. Nous pensons, en particulier, aux Nations-Unies, au Fonds monétaire international, à la Banque mondiale, au GATT, à l'OCDE et à la Communauté économique européenne. Sans le cadre coopératif érigé par ces institutions, l'activité économique se serait probablement développée dans une optique nationale plus étroite. On aurait, en effet, cherché davantage à protéger les marchés intérieurs et moins à définir les normes et règles communes qui ont facilité le commerce et l'investissement dans le monde. Or, ces développements institutionnels ont été favorisés, et peut-être surpassés, par un certain nombre de développements technologiques qui ont ramené le globe à des dimensions plus petites, notamment dans le domaine des transports, des communications et de la micro-électronique. Leur plus grand impact s'est fait sentir sur la mobilité internationale des personnes, des investissements et de l'information.

### 2.1 *Diminution des coûts de l'information et des communications*

Ces vingt dernières années, l'avion à réaction et le satellite de télécommunications ont concouru à réduire les coûts de la distance. En même temps, la télévision et l'informatique ont grandement diminué le coût de l'information, et augmenté son accessibilité<sup>3</sup>. Lorsqu'on a combiné ces développements, les opérations financières à longueur de journée et l'accès aux ordinateurs du monde entier sont rapidement passés de la science-fiction à la réalité. Ces nouvelles technologies peuvent, du moins en théorie, favoriser une division internationale du travail qui était inconcevable il y a seulement vingt ans. Ainsi, chaque élément d'un produit peut être fabriqué à l'endroit où les avantages sont les plus nombreux compte tenu de ses caractéristiques particulières. Cela est actuellement le cas dans les produits génériques, qu'il s'agisse de médicaments sur ordonnance ou de micro-ordinateurs, de même que dans le cas des produits de marque où celle-ci, que ce soient les vêtements «St. Michaels» de Marks and Spencer ou les imprimantes «Epson», est une garantie implicite de la qualité de produits manufacturés et montés partout dans le monde.

---

3. La réduction des coûts a été la plus spectaculaire dans la capacité des unités centrales (Cole et al., 1986). En 1972, le kilo-octet coûtait 501 dollars EU comparativement à 25 dollars en 1984, selon des équations hédonistes. Pour ce qui est des ordinateurs, les baisses ont généralement été moins fortes, étant donné que le prix des périphériques a diminué de façon moins prononcée. Néanmoins, l'indice des prix des comptes nationaux américains, fondé sur une tabulation composite de modèles correspondants et de méthodes hédonistes, est tombé de 408,1 en 1972 à 68,5 en 1984, la barre des 100 points ayant été atteinte en 1982 (Cartwright, 1986).

Quelles répercussions ces changements peuvent-ils avoir sur l'élaboration des politiques nationales et internationales ? En premier lieu, les développements qui ont accru l'internationalisation des activités économiques ont en même temps rendu ces dernières libres de toute attache. Cela a contribué à la facilité apparente avec laquelle les gouvernements nationaux et régionaux ont réussi à attirer les activités qu'ils désiraient encourager. Par contre, les chances de représailles ont augmenté également, de sorte que l'effet net a probablement été d'abaisser les taux d'impôt ou d'augmenter les taux de subvention pour les activités les plus mobiles, de même que pour celles qui semblent promettre le plus de retombées économiques locales. Comme exemples du premier cas, mentionnons les services bancaires et financiers, qui ont trouvé très facile de s'établir dans les pays offrant un refuge fiscal, et comme exemples du second, à peu près tout ce qui peut être qualifié de « haute technologie », peut-être à cause des liens présumés entre la recherche et le développement, la croissance de la productivité et la micro-électronique<sup>4</sup>.

L'instabilité accrue du commerce, qui est due dans une certaine mesure à la vitesse et à la diversité des progrès techniques, a souvent été amplifiée par des variations importantes et soutenues des taux de change réels. Qu'ils agissent séparément ou conjointement, ces deux facteurs, tels qu'on les a rencontrés en Amérique du Nord vers le milieu des années 80 et dans bon nombre de pays européens vers la fin des années 80, incitent les responsables des politiques nationales à protéger leurs industries les plus menacées. Selon les circonstances particulières de chacune, l'aide gouvernementale a pris la forme de subventions à des producteurs privés et publics, de restriction commerciales « volontaires », de droits compensateurs, de mesures de « favoritisme local » et de normes de qualité et de procédures douanières comme substituts ou compléments aux barrières tarifaires.

La plupart de ces mesures visent des industries particulières. Lorsque les pressions découlent en partie de la surévaluation du taux de change, elles peuvent toucher une bonne partie des industries, et ainsi provoquer un important déficit des comptes courants et inciter fortement au protectionnisme. C'est donc le caractère persistant et envahissant du déficit du compte courant des États-Unis qui pose le plus grave danger global au commerce international, et davantage à cause de la probabilité de restrictions et de représailles commerciales générales qu'à cause de difficultés fondamentales à financer une longue suite de déficits américains.

---

4. Toutefois, dans une étude comparative de la croissance de la recherche et du développement et de la productivité dans les entreprises japonaises et américaines, Griliches et Mairesse (1985) n'ont trouvé aucun lien apparent entre le niveau de recherche et de développement et le taux de croissance de la productivité. Ils ont cependant observé que les gains en productivité étaient les plus marqués dans les industries dont les équipements connaissaient une forte croissance. Dans ce cas, toutefois, les hausses de productivité peuvent être dues à des investissements plus élevés, à cause de leur impact sur les bénéfices prévus.

## 2.2 Assouplissement et diversification des économies

La crise du pétrole des années 70 a amené les entreprises et les gouvernements à rajuster l'équilibre entre la souplesse et la dimension. Durant la majeure partie des trente années antérieures, la tendance était à l'agrandissement continu des établissements au moyen de matériel toujours plus perfectionné, plus puissant et apte à produire de grandes quantités de produits uniformisés. Quatre facteurs importants sont venus renverser cette tendance :

1. Depuis 1973, on a assisté à une augmentation considérable de l'incertitude entourant les prévisions des prix de l'énergie, des taux d'inflation, des taux de change et peut-être même du rythme et de la structure des progrès techniques.
2. Dans de nombreux pays, les grandes organisations se sont avérées plus lentes que les petites à réagir aux changements rapides survenant dans les coûts ou la conjoncture<sup>5</sup>.
3. L'une des conséquences révolutionnaires de l'utilisation accrue de la micro-électronique a été de permettre la conception de machines-outils et d'usines pouvant être reprogrammées à faible coût et, par conséquent, la modification des produits selon les différentes conditions du marché. La réduction qui en est résultée dans le coût relatif des courtes séries de production a été accompagnée de développements dans le domaine de la conception et de la fabrication assistées par ordinateur, lesquels ont conduit à une plus grande souplesse et une plus grande diversité des produits, à moindre coût.
4. Enfin, la plus grande richesse et la plus grande sophistication des consommateurs, dues en partie à la baisse des coûts de déplacement et de communication, ont eu tendance à accroître la demande en produits variés et de qualité, correspondant aux goûts et aux conditions différenciés des marchés locaux<sup>6</sup>.

Ces quatre facteurs tendront à maintenir ou à augmenter la diversité des produits et la souplesse de la production, ainsi qu'à accroître la capacité des petits producteurs de répondre à des besoins particuliers. Par contre, les changements survenant dans les domaines des transports et des communications contribueront en partie à homogénéiser l'information, à propager les modes et à favoriser la production et le commerce à faible coût et à l'échelle mondiale. Quel en sera

---

5. Dans bien des pays, la croissance de l'emploi a été la plus forte dans les petites entreprises après 1973, alors qu'elle a ralenti, voire diminué, dans les grandes entreprises. Par exemple, des études longitudinales effectuées aux États-Unis, au Canada (notamment au Québec), au Royaume-Uni et ailleurs révèlent que les petits établissements, surtout les nouveaux, sont responsables d'une proportion démesurément élevée des nouveaux emplois créés au cours des dix dernières années. Pour un résumé des statistiques et les références des diverses études, voir OCDE (1985).

6. Isao Nakauchi (1986) appelle « prosommateurs » les consommateurs plus affluents et plus informés qui, ayant acquis les trois articles de base (téléviseur couleur, voiture, climatiseur), sont maintenant à la recherche de biens et de services offrant de la variété et correspondant à leurs goûts individuels. Ces tendances ont également été décrites comme une évolution « de l'approvisionnement uniforme au choix varié », associée à la croissance rapide du secteur tertiaire et appelée « softnomination » au Japon. (Nagatomi, 1986)

l'effet net ? Il est probable que la production et le commerce à l'échelle mondiale ne seront plus la chasse gardée des entreprises complexes et puissantes ayant de gros investissements dans de nombreux pays. Au contraire, il sera probablement plus facile pour les petites entreprises, souples et rapides, de concurrencer les grosses entreprises tant sur le plan national que sur le plan international<sup>7</sup>. Dans ces conditions, on peut s'attendre à ce que les produits deviennent encore plus diversifiés et que les « marchés locaux » soient définis davantage en fonction des goûts des consommateurs qu'en fonction des frontières géographiques.

### 2.3 *Perte de vitesse des pays industrialisés les plus riches*

Il y a deux grandes raisons pour lesquelles on peut conclure que l'importance relative des pays les plus industrialisés diminuera d'ici à la fin du siècle, et par après. La première découle des changements dont il a été question ci-dessus en ce qui concerne les techniques et les préférences. Les facteurs qui font augmenter le rôle mondial des petites entreprises font également diminuer les avantages commerciaux des entreprises établies dans les pays riches. On a longtemps soutenu que le fait d'avoir un important marché national à exploiter permet de développer des marchés mondiaux. Les changements technologiques décrits plus haut ont probablement diminué ces avantages classiques de la grande dimension<sup>8</sup>. Il faut souligner ici que la majorité des grandes entreprises du monde sont situées dans les trois principaux pays de l'OCDE, de sorte que tout changement dans l'efficacité relative des grandes et des petites entreprises a également un effet sur la croissance et les revenus probables des pays, qu'ils soient riches ou pauvres.

La seconde raison, plus fondamentale, pour laquelle les pays riches verront baisser leur importance relative vient de ce que, depuis un siècle ou plus, la croissance économique des pays industrialisés a procédé à un rythme plus rapide lorsque leur niveau de revenus par habitant était bas au départ. Ce phénomène, que certains ont appelé « convergence »<sup>9</sup> ou « rattrapage »<sup>10</sup>, se produit parce que les pays qui commencent à de bas niveaux de productivité peuvent non seulement profiter des progrès technologiques courants, mais aussi réduire l'écart entre eux

7. Dans une certaine mesure, cela peut provenir de la décentralisation du processus de prise des décisions dans les grandes entreprises, qui permet de combiner la souplesse des petites unités à la puissance du marché et à la présence des grandes entreprises.

8. Blomstrom et Lipsey (1986) démontrent que, dans un échantillon de 109 multinationales suédoises en 1978 et de 183 entreprises américaines ayant des opérations à l'étranger en 1982, le rapport entre les ventes extérieures et intérieures n'est pas plus élevé dans le cas des entreprises à gros chiffre d'affaires intérieur que celui des entreprises à chiffre d'affaires intérieur plus modeste.

9. W. J. Baumol (1986) utilise ce terme dans son analyse de la série de données à long terme préparée par Maddison (1982). De Long a reproché à ces études d'avoir un biais imposé par le choix d'un échantillon des pays qui sont actuellement riches. Mais Helliwell (1987) a trouvé un tel effet, d'une taille modeste, avec un échantillon de 109 pays.

10. C'est le terme utilisé par Helliwell, Sturm et Salou (1985) dans leur étude comparative de la croissance de la productivité dans les sept principaux pays membres de l'OCDE. Pour une application plus récente du modèle de rattrapage aux États-Unis, au Japon et au Canada, voir Helliwell (1988a).



et les pays qui se sont industrialisés plus tôt. Bien qu'il ait fait l'objet d'études approfondies dans les pays industrialisés, ce phénomène n'explique pas pourquoi une vaste proportion de la population mondiale vivant dans les pays les plus pauvres n'a pas encore atteint les conditions propices à son « décollage » économique. Par exemple, de 1980 à 1986, plus d'un quart des pays en développement ont vu stagner ou diminuer leur P.I.B. réel<sup>11</sup>. Les raisons en sont nombreuses, allant des perturbations politiques aux bas prix des produits primaires, en passant par les sécheresses. Toutefois, les changements qui ont eu lieu dans les domaines des hautes technologies, des communications et de l'éducation et dont il a été question plus haut donnent à penser que bon nombre des pays en développement, y compris les plus pauvres, vont probablement se retrouver avec les conditions nécessaires à leur croissance industrielle et un potentiel de loin supérieur à celui des pays riches. Les conditions nécessaires au lancement du processus de croissance et, certainement, à la convergence vers les niveaux de revenus des pays riches comprennent en particulier l'accès aux marchés mondiaux de capitaux et de technologies. De plus, il est probable que la croissance de certains pays en développement sera encouragée par les changements technologiques qui favorisent les entreprises de plus petite taille, car celles-ci sont capables de se diversifier et d'augmenter les chances pour que les technologies adoptées conviennent aux compétences, aux ressources et aux préférences des pays en développement. L'exemple le plus frappant de rattrapage et de la possibilité, pour les pays en développement, d'établir des conditions propices à leur croissance est celui de l'Asie du Sud-Est. Ce cas est tellement hors de l'ordinaire qu'il peut changer l'orientation mondiale du commerce et de la croissance, de l'Atlantique au Pacifique.

#### 2.4 *Les nouveaux dragons et le siècle du Pacifique*

De 1960 à 1980, le P.I.B. réel mondial a progressé à un taux moyen de 4,2 % par année. Dans les pays industrialisés, dont beaucoup croissaient à un rythme rapide par suite de l'ouverture des marchés mondiaux et régionaux au cours des années 50 et 60, le taux moyen de croissance était de 3,9 % par année, alors qu'il était de 5,4 % pour l'ensemble des pays en développement. Dans le cas des pays en développement de l'Asie du Sud et de l'Est, qui représentent la moitié de la population mondiale, le P.I.B. réel a augmenté à un taux moyen de 4,8 % par année entre 1960 et 1980. Bien que le P.I.B. ait légèrement fléchi de 1980 à 1985 par suite du ralentissement mondial de la production tant dans les pays développés que dans les pays en développement, les 4,6 % enregistrés en Asie du Sud-Est étaient presque le double des taux moyens dans les pays industrialisés et le monde en général.

Grâce à la vitalité et à la diversité du développement économique dans le bassin du Pacifique, et surtout en Asie du Sud et de l'Est, plusieurs auteurs s'y sont intéressés, certains allant jusqu'à dire que le prochain siècle appartiendra au Pacifique, tout comme le 20<sup>e</sup> siècle a été celui de l'Atlantique<sup>12</sup>. Même si

11. Voir l'Étude sur l'économie mondiale des Nations-Unies, 1987, p. 34.

12. Voir, par exemple, Yoshida (1986).

certains progrès réalisés ont tendance à réduire l'importance des voies maritimes par rapport à celle des voies aériennes pour les transports et les communications, il est probablement vrai que la proximité géographique et les liens culturels considérables entre bon nombre de pays du Pacifique soutiennent l'idée que des développements simultanés dans de nombreux pays permettront au bassin du Pacifique de connaître une croissance supérieure à la moyenne mondiale pendant plusieurs décennies. Comme raisons premières, mentionnons le bas niveau de départ des revenus dans bon nombre des principaux pays du Pacifique, la politique de la « porte ouverte » de la Chine et la vitesse à laquelle les industries à forte intensité en main-d'oeuvre du Japon sont démenagées dans les pays plus pauvres de l'Asie, maintenant que les revenus et les salaires japonais ont atteint des niveaux qui rendent de telles activités moins rentables dans ce pays.

Dans presque tous les pays asiatiques<sup>13</sup>, les exportations sont à la base de la croissance économique. Entre 1980 et 1985, le commerce mondial a régressé de plus de 5 %, principalement à cause des baisses subies, en volume et en valeur, dans le commerce du pétrole brut. Pendant cette même période, les exportations des pays industrialisés ont généralement stagné, alors que celles du Japon ont augmenté de plus de 5 % par année et celles du reste de l'Asie, de plus de 4 % par année. En même temps, les importations du Japon ont diminué de 1,5 % par année, principalement à cause de la baisse, en valeur et en volume, des importations de pétrole brut et d'autres matières premières. Dans le cas des pays en développement de l'Asie, toutefois, les importations ont augmenté de 25 % au cours de ces cinq années<sup>14</sup>. Ainsi, l'Asie s'est taillée une part plus importante du commerce mondial et de la croissance économique grâce à l'augmentation de ses revenus et de ses exportations.

Au cours des trente dernières années, le Japon a progressé plus rapidement que ses voisins de l'Asie du Sud-Est. En 1984, le P.N.B. japonais équivalait à plus de la moitié du P.N.B. de l'Asie, bien que la population du Japon n'ait représenté que moins de 5 % de la population asiatique<sup>15</sup>. Au cours des trente prochaines années, le Japon verra sa croissance baisser par rapport à celle du reste de l'Asie, tout comme ce sera le cas pour les pays industrialisés par rapport

13. L'Inde et la Chine font partiellement exception avec leur important marché national, car elles sont encore parmi les économies les plus fermées. En 1983, leurs exportations de biens et de services représentaient 7 % et 10 % respectivement de leur P.N.B., comparativement à 17 % pour le Japon, 37 % pour la Corée du Sud et 80 % pour Singapour.

14. Les statistiques sur les importations et les exportations sont tirées de l'Annuaire des Statistiques financières internationales du F.M.I., 1986.

15. Les données sur la population et le P.N.B. de 1984 sont issues de l'Atlas de la Banque mondiale, 1986. Les pays inclus sont la Chine, Hong Kong, Macao, Singapour, Taiwan, le Japon, la Corée du Sud, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande, la Papouasie, l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, le Népal, la Birmanie et le Sri Lanka. Sont exclus les petites îles du Pacifique et plusieurs pays pour lesquels les données sur le P.N.B. ne sont pas disponibles, tels que le Viêt-Nam, le Laos et le Kampuchéa. Selon ces calculs, la population totale de l'Asie du Sud et de l'Est se chiffre à 2 506 millions en 1984 et le P.N.B. total, à 2 190 milliards de dollars US. Ces chiffres comprennent la population (120 millions) et le P.N.B. (1 248 milliards US) du Japon. Le P.N.B. moyen par habitant de l'Asie, qui se situe à 870 \$, est donc la moyenne pondérée de 10 400 \$ pour le Japon et de 400 \$ pour le reste des pays.

au reste du monde. Les premiers signes se sont déjà manifestés, la Chine et plusieurs « petits dragons » ayant récemment connu une croissance économique supérieure à celle du Japon.

La solide position concurrentielle de nombreux pays de l'Asie du Sud-Est, ainsi que la croissance rapide de leurs exportations, devrait leur permettre de jouer un rôle plus important dans les futures discussions internationales sur les taux de change et l'équilibre macroéconomique. Nous en reparlerons un peu plus loin, après avoir examiné certaines des questions qui semblent nécessiter une plus grande coordination à long terme des politiques internationales.

## 2.5 *Répercussions sur les politiques internationales*

Les tendances décrites plus haut laissent présager une plus grande interdépendance économique mondiale. Chose tout aussi significative, il est probable que les pays et les entreprises qui sont aujourd'hui en tête verront la balance du pouvoir et de l'innovation leur échapper. Ces deux changements vont sans doute exercer une forte pression sur les politiques et les institutions existantes.

Une partie de cette pression viendra des producteurs de biens commerciaux à forte intensité en main-d'oeuvre qui sont établis dans les pays riches et dont la part « traditionnelle » du marché sera entamée par la concurrence des pays plus pauvres, où les revenus et les exportations sont à la hausse. Les industries menacées s'empresseront alors de demander qu'on adopte des politiques destinées à protéger leurs parts existantes des marchés mondiaux, et elles auront souvent gain de cause. Étant donné l'inévitable déclin des pays riches, le recours à des politiques protectionnistes est incohérent et, à long terme, insoutenable, d'autant plus que les revenus mondiaux n'en seront qu'amoindris et répartis de façon plus inégale qu'ils ne devraient l'être.

Les nouveaux arrivés sur la scène internationale, qu'il s'agisse d'entreprises ou de gouvernements nationaux, seront plus enclins à prendre les choses telles qu'elles sont et à exploiter la situation à leur avantage en évitant les représailles ou d'autres répercussions à l'étranger. Pour un petit joueur, nouvellement arrivé sur un marché, c'est là une attitude réaliste, quoique peu clairvoyante. Elle est réaliste parce que les nouveaux arrivés sont petits par rapport au système dans son ensemble et parce que leurs actions n'ont aucun effet immédiat sur la structure et le fonctionnement du système. Elle est cependant peu clairvoyante parce que la vitesse des communications est aujourd'hui tellement grande que les éléments exploitables du système sont destinés à être bien connus et exploités à fond. Il en résultera donc probablement un affaiblissement du système, ou l'exercice de représailles par les gouvernements et les entreprises qui auront été ou se seront sentis lésés.

Mais le processus décrit ci-dessus n'est-il pas qu'une autre manifestation du bon fonctionnement du système de marchés libres, où des possibilités sont créées par des changements dans les préférences ou les techniques, puis étouffées dès que les entreprises se mettent à exploiter les profits anormaux issus des

changements ? Le parallèle est en effet très proche. Aussi faut-il que les responsables de l'élaboration des politiques nationales et internationales cherchent à édifier un système à la fois souple et fort afin qu'il puisse s'adapter rapidement aux nouvelles possibilités, tout en n'étant pas compromis de façon indue.

En ce qui a trait au rôle de l'information, les économistes ont depuis longtemps constaté que la diffusion à grande échelle de l'information peut entraîner autant de conséquences malheureuses que d'effets heureux pour le système commercial. Il y a de nombreuses années<sup>16</sup>, on s'est rendu compte que, dans un marché concurrentiel, une possibilité d'investissement de dimensions définies, connue simultanément d'un grand nombre d'investisseurs et exigeant un investissement irréversible pour être exploitable, ne susciterait pas nécessairement de réaction puisque chaque investisseur éventuel n'aurait aucun moyen de savoir combien d'autres profiteraient de l'occasion en même temps, transformant celle-ci en une perte. C'est un peu la même chose dans le cas des marchés des changes, où certains économistes soutiennent que les grands revirements d'opinion entraînent des fluctuations excessives des taux de change. Les solutions proposées dans l'un et l'autre cas se ressemblent : on doit veiller à ce qu'il y ait une diversité suffisante d'information et d'opinion, ou d'autres contraintes sur le nombre de gros investisseurs éventuels, afin que les réactions du marché soient suffisamment graduelles et réfléchies pour convenir aux possibilités qui se présentent sans créer de fluctuations excessives dans les activités ou les prix réels.

Les tendances que nous avons décrites plus haut favorisent la diversité des réponses et, par conséquent, la stabilité du marché, bien que la possibilité de comportements de masse se doit clairement accrue, surtout sur les marchés financiers, par suite des importantes fluctuations d'opinion.

Sur le plan des politiques internationales, une réponse appropriée pourrait bien être de rendre plus nombreuses et approfondies les informations et les analyses diffusées sur les perspectives à long terme, qui semblent parfois être sous-représentées dans les décisions à court terme et qui, de toute façon, sont une source occasionnelle de frictions internationales. Ces frictions peuvent provenir du fait que ceux qui ont récemment pris conscience de l'ampleur de l'interdépendance internationale voient le déroulement superficiel des événements sans bien comprendre les valeurs, les opinions et l'histoire de ceux qui ont une langue, une éducation et une culture différentes. Cela peut probablement mener à la xénophobie et à des réactions étroitement nationalistes face aux inévitables tensions qui surgissent entre pays, que ce soit dans leurs transactions bilatérales ou dans leurs façons différentes de voir la structure et le rôle des règles et des institutions internationales.

### 3. QUESTIONS NÉCESSITANT UNE COOPÉRATION À LONG TERME

L'évolution des rapports de dépendance entre les nations va probablement augmenter l'enjeu de tous les intéressés dans le bon fonctionnement du système

---

16. Voir, en particulier, l'argumentation de G.B. Richardson (1960).

international, alors que la plus grande importance relative des petites nations et des petites entreprises rendra moins apparent le lien qui existe entre les actions individuelles et l'avenir du système. On peut donc s'attendre à ce que l'édification du système exige plus de coopération afin d'éviter l'exploitation du système aux dépens des autres et de réduire l'incitation au protectionnisme, peut-être en essayant d'intégrer davantage les questions internationales aux mécanismes politiques nationaux. Pour donner plus de substance à ces propos généraux, il peut être utile d'illustrer par quelques exemples particuliers certains domaines où la coopération internationale à long terme serait à la fois possible et nécessaire. Les exemples choisis portent tout d'abord sur les impôts, puis sur l'information et l'analyse. Nous nous pencherons ensuite brièvement sur des questions plus traditionnelles dans la section traitant des diverses arènes et institutions internationales qui peuvent aider ou qui ont aidé à améliorer la coopération internationale.

### 3.1 *Impôts et incitations*

À part les efforts visant à élaborer des modèles destinés à éviter la double imposition des revenus, on s'est peu préoccupé d'harmoniser les systèmes fiscaux mondiaux. Et pourtant, tout indique que les tendances déjà mentionnées en matière de transports, de communications et de technologie exercent des pressions de plus en plus fortes sur les systèmes d'imposition du monde. La prolifération des refuges fiscaux est en train de menacer l'intégrité de nombreux régimes fiscaux nationaux et d'alléger le fardeau fiscal des activités susceptibles d'échapper à l'impôt.

Divers facteurs incitent les pays à adopter des régimes conçus pour attirer des activités données grâce à de faibles taux d'imposition. Parmi ceux-ci, mentionnons :

1. la création d'emplois locaux par le biais de stimulants à l'investissement destinés à attirer l'activité industrielle;
2. le soutirage d'activités commerciales à d'autres pays par l'établissement de zones spéciales souvent à l'abri des impôts, de droits d'importation et de divers règlements locaux;
3. la conservation d'activités internationalement mobiles par l'abaissement des taux d'imposition à des niveaux inférieurs à ceux offerts ailleurs;
4. le désir d'attirer des activités qui, en elles-mêmes, peuvent ne pas produire beaucoup de recettes fiscales ou d'emplois, mais qui peuvent en revanche susciter la migration d'entreprises ou l'afflux de capitaux qui viendront augmenter les emplois locaux ou les recettes fiscales.

Les abris fiscaux sont principalement utilisés pour réduire les impôts, mais il y a d'autres raisons qui les rendent parfois tout aussi importants aux yeux des contribuables :

1. la possibilité de camoufler des activités illégales, dont la fraude fiscale, grâce aux dispositions en matière de secret qui font souvent partie des lois sur les refuges fiscaux;
2. la possibilité de se soustraire aux règlements non fiscaux, ou d'en diminuer la portée<sup>17</sup>.

Parallèlement à l'érosion internationale croissante de l'assiette de l'impôt, de nombreux pays ont établi des régimes destinés à abaisser les taux les plus élevés de l'impôt sur le revenu en élargissant l'assiette de l'impôt, souvent grâce à l'élimination de mesures spéciales favorisant des activités ou des industries particulières. Même si certains systèmes fiscaux nationaux sont en voie de réforme, il y a eu peu d'encouragement à l'amélioration de leur cohérence internationale. La raison fondamentale en est que chaque pays a toujours intérêt à n'attacher aucune valeur aux pertes d'activité ou de recettes fiscales dans les autres pays, même si à long terme tous les systèmes fiscaux y perdront inévitablement en efficacité et en équité. Tout comme dans le cas de la lutte contre la pollution transfrontière, la solution réside dans la négociation et l'entente internationales. Sans consultation ni négociation, il n'y a aucun espoir de s'entendre sur un ensemble de conventions qui corresponde de façon raisonnable à la perception que chaque pays a des besoins et des institutions qui lui sont propres. Sans entente exécutoire, il n'y a aucune assurance que les conventions seront prises au sérieux par tous les intéressés.

La fin des années 80 a-t-elle quelque particularité qui rende plus souhaitable et plus faisable qu'auparavant l'harmonisation fiscale ? Nous croyons que oui et ce, pour deux raisons principales, l'une positive et l'autre négative. La raison positive est que bon nombre de pays sont à déployer de grands efforts pour améliorer l'efficacité et l'équité de leurs systèmes fiscaux nationaux. Voilà une excellente occasion d'atteindre une plus grande harmonie internationale, puisque la concurrence provenant des autres pays joue inévitablement dans le choix des réformes fiscales et qu'une consultation internationale pourrait aider à éliminer certaines dispositions qui peuvent paraître fondées d'un point de vue national, mais qui ne le sont pas lorsqu'on les analyse à l'échelle internationale. Par ailleurs, il serait bon d'entreprendre la réforme fiscale globalement, afin d'augmenter les chances pour que les mesures destinées à améliorer le système pour le contribuable moyen soient également cohérentes avec un meilleur système global.

Pour ce qui est de la raison négative, nous y avons déjà fait allusion. En effet, le système actuel est de plus en plus menacé par les mêmes progrès technologiques qui vont rehausser le niveau de vie mondial. Les taux réels d'imposition, déjà faibles par les activités mobiles, vont probablement tomber

---

17. Pour ce qui est des activités manufacturières, cela peut comprendre les règlements sur la syndicalisation, les lois sur le salaire minimum et divers aspects des codes nationaux du travail. Dans le cas des transports, les règlements contournés sous les pavillons de complaisance ont souvent trait à la sécurité et aux pratiques ouvrières et, dans le cas des opérations bancaires internationales, aux impôts et aux réserves.

encore plus bas vu que les progrès réalisés dans les domaines des transports et des communications signifient qu'à peu près n'importe quelle sorte d'entreprise peut s'établir à peu près n'importe où, du moins par rapport à certaines de ses activités principales. Ainsi, l'équité horizontale et l'efficacité globale des systèmes fiscaux nationaux risquent d'être durement frappées à moins que des efforts d'harmonisation ne soient déployés à l'échelle internationale<sup>18</sup>. Si ces efforts doivent conduire à une solution internationale, il est préférable d'entamer le processus de consultation et de conciliation avant que les choses ne deviennent urgentes au point de transformer les efforts de réforme à long terme en une série d'expédients ne faisant que compliquer encore davantage le système sans résoudre les problèmes sous-jacents.

### 3.2 *Information et analyse*

L'échange de l'information peut accroître ou diminuer la stabilité de l'économie mondiale. En effet, l'instabilité accrue des taux de change depuis 1973 peut être attribuable en partie à l'augmentation du volume d'information sur les prix courants et à la réduction du coût des paris sur de nombreux marchés. Par contre, en augmentant le volume d'information et le degré d'entente sur l'équilibre à long terme des prix et des activités, on a une chance d'accroître la stabilité des marchés parce qu'on aura du même coup renforcé les limites au mouvement des prix.

Dans la détermination des cours du marché, Frankel et Froot (1986) ont souligné l'existence possible de deux grandes catégories de négociants: ceux qui fondent leurs décisions sur les récents mouvements et les récentes tendances des prix (on les appelle les « chartistes ») et ceux qui fondent leurs décisions sur les facteurs fondamentaux agissant sur le marché à long terme (on les appelle les « fondateurs »). D'après ces deux auteurs, des « bulles spéculatives » peuvent se former par suite de l'éloignement cumulatif des prix par rapport aux prévisions à long terme, parce que les chartistes, qui tendent à parier que les récentes tendances des prix se maintiendront, gagnent en crédibilité sur le marché au fur et à mesure qu'une tendance se poursuit. En fin de compte, l'éloignement par rapport à l'équilibre à long terme arrive à sa limite, bien que personne ne s'entende sur ce qui fait éclater la bulle. Il est toutefois généralement reconnu que les bulles spéculatives ont moins de chances de se former, et plus de chances d'éclater précocement, si l'on connaît bien la nature de l'équilibre à long terme.

La plupart des données empiriques disponibles indiquent que l'augmentation de la valeur du dollar américain entre 1981 et 1985 a été considérablement plus forte qu'elle n'aurait dû l'être compte tenu des facteurs fondamentaux sous-jacents et que, par conséquent, il y a dû avoir formation d'une bulle spéculative quelconque. Par exemple, les données issues des principaux modèles économiques

---

18. Voir aussi Gordon et Varian (1986). Kehoe (1986) démontre que la coopération fiscale peut avoir des effets négatifs si les responsables surexploitent leur position de quasi-monopole à court terme.

multinationaux démontrent que la combinaison du déficit budgétaire et de la politique de resserrement monétaire des États-Unis auraient fait augmenter la valeur du dollar américain, mais que l'ampleur de l'augmentation réelle a été de beaucoup supérieure à ce que pouvaient en laisser prévoir les modèles<sup>19</sup>. De même, les données portant sur la parité du pouvoir d'achat international<sup>20</sup> démontrent qu'en 1980 le dollar américain était sous-évalué par rapport à plusieurs monnaies étrangères, mais qu'en 1983 la situation s'était renversée. Il en est résulté que l'augmentation subséquente de la valeur du dollar américain a fait grimper les prix des exportations américaines plus haut que ceux des autres pays, rendant ainsi le déficit américain plus marqué qu'il ne l'aurait été autrement. Il appert également qu'après 1983, les hausses de la valeur du dollar américain ont généralement été perçues comme exerçant de fortes pressions protectionnistes aux États-Unis, en mettant les exportateurs et les importateurs américains face à une concurrence plus vive qu'en temps normal. Dans le monde, on était beaucoup plus d'accord sur les dangers reliés à la force excessive du dollar américain que sur les mesures à prendre ou à ne pas prendre pour corriger la situation. Ce n'est donc qu'en septembre 1985, soit six mois après que le dollar américain eut commencé sa descente, que les ministres des Finances du Groupe des Cinq se sont réunis à l'hôtel Plaza de New York et ont convenu d'annoncer qu'ils travailleraient conjointement à la réduction de la valeur du dollar américain. Ce délai a été causé principalement par des différences d'opinion sur la question de savoir si le marché des changes pouvait ou devrait être influencé par des annonces officielles de ce genre, de même que sur la question de savoir si les instruments disponibles pouvaient influencer sur le taux de change réel<sup>21</sup>.

Quelle sorte d'échange international de l'information pourrait améliorer l'exactitude et la convergence des analyses faites sur les tendances économiques à long terme? Différentes catégories d'information pourraient convenir, et le type de coopération varie dans chaque cas.

1. Au niveau fondamental de l'analyse économique, il y a plusieurs endroits où la base statistique est très faible. En ce qui concerne les liens internationaux en particulier, les principaux problèmes statistiques ont trait à l'écart mondial des comptes courants et à l'ampleur et à la nature des mouvements internationaux de capitaux. Comme on peut s'y attendre, la grande difficulté en ce qui concerne les comptes courants est de mesurer les mouvements internationaux des revenus de placement et des autres services<sup>22</sup>. En 1982, par exemple, les

---

19. Telle est la conclusion qui découle des résultats de la simulation de douze modèles internationaux différents, comparés dans le cadre d'une étude récente parrainée par le Brookings Institution et le National Science Foundation des États-Unis. Les actes de la conférence sont publiés dans Bryant, Henderson et al. (1988).

20. Voir Hill (1986).

21. Pour l'opinion selon laquelle l'Accord du Plaza et les interventions directes ultérieures sur le marché des changes n'ont eu aucun effet véritable sur la chute du dollar, voir Feldstein (1986).

22. Pour de plus amples détails, voir F.M.I. (1983, pp. 161-167) et OCDE (1982). Pour un effort international d'explication, voir F.M.I. (1987).



importations et les exportations nationales de biens étaient égales à 1 % près (après rajustement des frais de transport, d'expédition et d'assurance), tandis que les estimations des dépenses de voyage du côté des importations étaient supérieures de presque 15 % (36 milliards \$ US) aux estimations nationales des dépenses de voyage du côté des exportations. Par ailleurs, les estimations nationales des paiements en revenus de placement à des étrangers ont dépassé de 20 % (60 milliards \$ US) les estimations nationales des montants reçus en revenus de placement de l'étranger. Dans une certaine mesure, ces écarts sont un reflet du rôle et de l'importance des refuges fiscaux décrits plus haut, car une bonne partie des revenus de placement ainsi mis à l'abri peuvent ne pas être déclarés.

2. Au chapitre de l'analyse, il y a beaucoup à apprendre par échange d'information sur les travaux empiriques détaillés ayant mené aux opinions privées et publiques concernant l'évolution des relations commerciales et macroéconomiques. Bon nombre de disputes méthodologiques qui semblent importantes sur le plan abstrait le sont moins lorsqu'on les confronte avec des données concrètes, mais il faut que les résultats de tels travaux soient partagés entre les nations si l'on veut réduire les mésententes internationales. De plus, comme le style et les méthodes de recherche empirique varient d'un pays à un autre, il faut que la collaboration internationale procède d'un échange d'idées et d'approches plus étroit que cela est le cas à l'heure actuelle.
3. Enfin, il faut accroître sensiblement la compréhension des institutions et des cultures des autres pays. Les chercheurs qui travaillent dans des disciplines particulières, notamment l'économie, hésitent à attribuer les différences internationales de comportement à des facteurs culturels, que ceux-ci se manifestent dans l'attitude des institutions ou le comportement des individus. Il doit cependant être tout aussi clair qu'il existe de nombreuses différences culturelles qui ont un effet important sur le fonctionnement des entreprises et des ménages, de même que sur la façon dont les questions politiques et économiques sont comprises et traitées.

#### 4. DE NOUVELLES MÉTHODES DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

Si notre analyse est juste, les échanges et les rapports entre les pays du monde deviendront de plus en plus complexes et variables avec le temps, et les pays qui détiennent actuellement la plus grande part des revenus et du commerce dans le monde verront diminuer leur importance relative. Si tel est le cas, les institutions et les mécanismes de coopération internationale devront étendre de façon correspondante leur portée. Or, c'est tout le contraire qui s'est produit au cours de la dernière décennie. En effet, les principaux accords et désaccords économiques internationaux ont été traités bilatéralement entre les pays les plus importants, trilatéralement entre la CEE, le Japon et les États-Unis, et parfois multilatéralement entre les cinq ou sept principaux pays industrialisés. En général, le but de ces regroupements étroits n'a pas été d'exclure les autres pays ou leurs intérêts,

mais de favoriser la discussion entre les pays pour lesquels les enjeux sont les plus importants.

Le fait que ces petits groupes, une fois créés, tendent à poursuivre leurs réunions est un reflet non seulement de l'intérêt qu'ils attachent à l'échange d'analyses et d'opinions, mais aussi de la frustration qu'ils éprouvent à l'égard des grandes organisations, plus grosses et plus lourdes. Si l'on veut élargir la portée et ouvrir les horizons de la coopération économique internationale, il faudra s'attaquer directement à cette question. D'une part, il est essentiel que les grandes organisations continuent de donner l'occasion aux petits groupes ou aux groupes bilatéraux de faire valoir leurs intérêts particuliers, comme c'est déjà le cas dans le cadre des assemblées annuelles du F.M.I. et de la Banque mondiale et des assemblées régulières de l'OCDE. D'autre part, il semble encore plus important de trouver des moyens de représenter les divers intérêts des pays plus petits et moins industrialisés, tout en évitant les énormes frais associés au rassemblement des représentants nationaux de tous les pays.

Une solution pourrait être la création de groupes de travail représentatifs pour les questions à long terme. Les petits pays y participeraient de façon alternante et seraient chargés explicitement de représenter les autres pays. En définitive, quelles que soient les méthodes utilisées pour assurer une représentation formelle plus vaste au sein de petits comités et groupes de travail, les décisions qui en découleront ne porteront fruit que si tous les participants adoptent une perspective systémique, plutôt que nationale et à court terme. Pour cela, il faut que chaque entité nationale comprenne mieux les ramifications internationales des politiques nationales. Bien entendu, c'est là que l'échange d'analyses et de renseignements devient important et doit être répandu si l'on veut influencer non seulement sur l'opinion d'un petit nombre, mais aussi sur celle d'un grand nombre de gens. Pour revenir aux questions soulevées au début, signalons que les progrès réalisés au chapitre de la technologie et des communications rendent cette compréhension très possible. Jusqu'ici, le « message » n'est pas aussi international que le « médium ».

#### 4.1 *Vers un nouveau rôle pour les sommets*

Il est naturel et inévitable que les chefs d'État qui participent à de courtes réunions concentrent leur attention sur les questions ayant une importance nationale et internationale urgente. Jusqu'ici, l'ordre du jour établi pour ces réunions a favorisé une telle concentration. Mais si l'on veut que les préoccupations internationales soient envisagées dans une perspective à long terme et qu'une plus grande attention soit accordée à l'édification du système plutôt qu'aux règlements de comptes, il faut que le processus soit élargi. Une façon d'introduire une vision à long terme pourrait être de former des groupes de travail chargés d'établir des terrains d'entente et de formuler des propositions et des études portant sur un ensemble choisi de préoccupations à longue échéance. Ainsi, les rencontres au sommet permettraient aux chefs d'État de soulever de nouvelles

questions, d'examiner l'état des questions à l'étude et, le cas échéant, de réorienter les efforts et, enfin, de signaler leur approbation, avec grande visibilité internationale, des propositions concrètes qui sont prêtes à être mises en oeuvre.

Il sera plus difficile de faire en sorte que ce processus, qui a été jusqu'ici limité aux pays les plus importants, soit étendu de manière à assurer une représentation plus évidente et plus efficace des trois-quarts qui restent de la population mondiale. La représentation périodique sélective des autres pays et chefs d'État à ces sommets peut être une solution. La participation des organismes internationaux aux efforts d'analyse et de coordination en serait une autre, de même que l'inclusion sélective des petits pays au sein des groupes de travail eux-mêmes. Puisque l'expérimentation est le seul moyen de savoir ce qui fonctionnera, il peut être bon de commencer par choisir une question particulière à titre d'essai, sans que personne n'ait à prendre d'engagements précis pour l'avenir.

Quelle devrait être la substance des groupes de travail et des sommets? Les regroupements internationaux de pays vont-ils permettre de s'entendre sur des actions communes, telles que l'engagement de dépenses gouvernementales, le prélèvement d'impôts et l'alignement des politiques monétaires, en vue de résoudre leurs problèmes mutuels? Les propos qui précèdent à l'égard des procédures peuvent donner l'impression que oui. Si tel est le cas, il y a lieu de corriger cette impression. La diversification accrue du commerce international entre les entreprises et entre les pays signifie que toute tentative gouvernementale visant à contrôler directement une situation donnée est vouée à l'échec. En général, le plus important pour les gouvernements est de convenir *de ne pas* prendre certaines mesures, surtout celles qui peuvent être exigées par leurs industries intérieures qui sentent souffler, de l'étranger, les vents du changement. L'importance des accords internationaux sur ces questions réside dans le fait qu'ils sont, pour les gouvernements nationaux, le seul moyen de supporter les pressions auxquelles ils seraient autrement soumis, voire d'en tirer profit. Souvent, les accords n'auront pas bon accueil à l'intérieur des pays et devront être étayés par une meilleure compréhension des avantages mutuels à retirer d'un système qui ne s'effondrera pas dès que seront prises des mesures qui semblent être dans l'intérêt immédiat de pays particuliers, mais qui, à la longue, conduiront à l'abaissement du niveau de vie et de sécurité de tous.

#### RÉSUMÉ ET CONSÉQUENCES

Notre propos a adopté une vision à long terme, un peu à cause de la difficulté que représente l'obtention d'une coopération efficace et opportune sur les questions de court terme, mais surtout à cause du grand nombre de questions de long terme qui risquent d'être mises à l'écart par l'urgence apparente des préoccupations de court terme, mais à l'égard desquelles il peut être plus facile et plus profitable de réaliser la coopération internationale. Nous avons examiné un certain nombre de tendances économiques, de politiques et d'institutions afin de déterminer les cas où une perspective de long terme est importante.

Trois grandes tendances sont ressorties comme ayant un effet considérable sur la nécessité de la coopération internationale et sur son organisation. Il y a tout d'abord les progrès technologiques réalisés dans les domaines des transports, de l'informatique et des communications qui ramènent le globe à des dimensions plus petites et qui rendent les activités économiques plus mobiles et plus diversifiées qu'on ne l'aurait cru possible il y a seulement vingt ans.

Puis, il y a le fait que ces nouvelles technologies se sont alliées à l'incertitude croissante à l'égard de nombreux facteurs économiques clés, allant des prix mondiaux du pétrole aux taux de croissance et aux cotes nationales de solvabilité, pour favoriser l'assouplissement et la diversification de la production. Dans une certaine mesure, cette tendance est une réaction à la difficulté d'adaptation des projets importants et rigides aux changements imprévus survenant dans les marchés, les coûts ou les technologies, ainsi qu'un reflet des exigences de plus en plus poussées de consommateurs, qui sont mieux informés et plus affluents. Plus fondamentalement, la souplesse accrue est possible grâce à la capacité accrue de concevoir et de coordonner la production de biens et services répondant à des besoins spécialisés éphémères ou extravagants pour lesquels la demande aurait été auparavant trop faible pour pouvoir être satisfaite à un coût acceptable.

Enfin, à ces changements technologiques et commerciaux vient s'ajouter l'inévitabilité du « rattrapage » par rapport aux pays de tête, dont l'importance économique relative diminue au fur et à mesure que les autres pays gagnent du terrain.

Quelles répercussions ces tendances auront-elles sur les politiques économiques ? La nature de plus en plus flottante et interdépendante des activités économiques exerce de fortes pressions sur les politiques économiques nationales, surtout en faisant augmenter les dépenses publiques et les réglementations destinées à protéger les industries et les régions qui semblent menacées par les vents du changement, et en contribuant à l'érosion de l'assiette fiscale par suite de l'effort des gouvernements nationaux et régionaux pour attirer les activités internationalement mobiles. Dans ce contexte, il importe au plus haut degré qu'il y ait une coordination internationale des politiques afin d'éviter, autant que possible, que l'on réponde à ces pressions croissantes par des mesures qui risquent de détruire le système international lui-même. Pour que des mesures constructives plutôt que destructives soient prises, il faut qu'on reconnaisse les effets internationaux et à long terme de politiques souvent établies à court terme et qu'on en tienne compte.

Le grand avantage de la coopération internationale vient de ce qu'il serait possible d'utiliser les accords internationaux pour résister aux pressions politiques intérieures et pour empêcher l'adoption de politiques qui peuvent sembler être dans l'intérêt national, mais qui nuisent aux intérêts d'autres pays.

Nous avons donné deux exemples où la coordination internationale à longue échéance peut être très avantageuse. Le premier a trait aux impôts. De nombreux

pays ont entrepris la réforme de leurs systèmes fiscaux, mais jusqu'ici sans trop se préoccuper d'en faire un tout cohérent à l'échelle internationale. Or, la réforme fiscale a deux aspects importants. En effet, il serait possible, d'une part, de modifier les systèmes fiscaux de manière à simplifier l'imposition des activités internationales et, d'autre part, de réduire le degré auquel les systèmes fiscaux sont déformés, intentionnellement ou non; pour attirer les activités caractérisées par une grande mobilité internationale, ce qui a pour effet à long terme d'altérer le système fiscal mondial au détriment de tous.

Le second exemple a trait à la collecte et à l'échange de l'information. Bien que les techniques de diffusion internationale de l'information évoluent à un rythme rapide, de nombreuses sortes d'information sont négligées justement parce qu'elles ont besoin d'une certaine coopération internationale pour pouvoir être recueillies et diffusées. Le manque d'information nuit à la compréhension entre les pays et entrave souvent la coopération internationale. Des améliorations seraient de mise à trois égards:

1. Dans bien des cas, même les données fondamentales laissent à désirer. Il suffit de penser en particulier à l'écart mondial des comptes courants, qui est tellement énorme que les importations mondiales mesurées dépassent les exportations mondiales mesurées par un montant presque aussi élevé que le déficit mesuré du compte courant des États-Unis.
2. Les méthodes d'interprétation et d'analyse des données diffèrent souvent entre les pays, sans qu'on en comprenne bien les raisons.
3. Au niveau le plus fondamental, on connaît trop peu l'histoire, la culture et les institutions des autres sociétés et nations. Cette étroitesse culturelle amplifie souvent les mésententes sur des questions d'ordre pratique et réduit les chances d'arriver à des systèmes et à des solutions qui seraient à l'avantage de tous les pays.

La description des principales institutions et modalités de coopération économique internationale a révélé une certaine tendance à négocier les questions importantes soit bilatéralement, soit dans le cadre de petits groupes de pays clés. Vue sous une perspective à long terme, cette tendance est malheureuse parce que de tels groupes représentent une part toujours plus petite de l'activité économique mondiale. Pour certains, la formation de petits groupes est la seule façon d'obtenir l'intervention directe des dirigeants les plus haut placés, ainsi que des discussions et des ententes concrètes plutôt qu'une série de communications toutes prêtes. Pour assurer une plus grande représentation des divers intérêts nationaux en jeu, nous avons proposé que les petits pays soient représentés indirectement et que des groupes de travail internationaux soient établis afin d'arriver à des ententes provisoires sur des questions particulières ayant une portée à longue échéance. Les rencontres au sommet des chefs nationaux pourraient avoir pour but alors de rendre officiels les engagements à l'égard des politiques convenues au préalable, d'examiner l'état d'avancement des travaux sur les questions à l'étude et de choisir de nouvelles questions nécessitant une analyse et une coopération internationales.

Enfin, il importe de souligner que la diffusion de l'information et de l'analyse est tout aussi nécessaire à l'intérieur de chaque nation qu'elle l'est à l'échelle internationale pour la coordination des politiques. En effet, si l'on veut que les représentants nationaux aient une certaine crédibilité dans les négociations internationales, ils doivent comprendre le comportement de leurs propres citoyens et être capables de prendre des engagements au nom de ces derniers. Dans bien des pays, cela exigera une plus grande discussion et une meilleure coordination des politiques intérieures, de même qu'une plus grande diffusion des connaissances sur le monde tel qu'il existe en dehors de leurs frontières nationales. Les politiques orientées vers l'extérieur ne pourront survivre que si elles sont soutenues par des citoyens ouverts sur l'extérieur. Ce soutien ne sera obtenu que si l'on comprend bien les avantages à tirer de la coordination des politiques intérieures et extérieures.

### BIBLIOGRAPHIE

- BAUMOL, W.M. (1986), « Productivity Growth, Convergence, and Welfare : What the Long-Run Data Show », *American Economic Review* 76 : 1072-1085.
- BERGSTEN, C.F. et W.R. CLINE (1987), *The United States — Japan Economic Problem*, Policy Analyses in International Economics No. 13 (Washington : Institute for International Economics).
- BLOMSTROM, M. et R.E. LIPSEY (1986), « Firm Size and Foreign Direct Investment », *NBER Working Paper 2092* (Cambridge : National Bureau of Economic Research).
- BRYANT, R., D. HENDERSON *et al.*, éd. (1988), *Empirical Macroeconomics for Interdependent Economies* (Washington : Brookings Institution).
- CARTWRIGHT, D.W. (1986), « Improved Deflation of Purchases of Computers », *Survey of Current Business*, 66 (3) mars 1986, pp. 7-10.
- COLE, *et al.* (1986), « Quality-Adjusted Price Indexes for Computer Processors and Selected Peripheral Equipment », *Survey of Current Business*, 66 (1) janvier 1986, pp. 41-50.
- DE LONG, J.B. (1987), « Have Productivity Levels Converged ? Productivity Growth, Convergence, and Welfare in the Very Long Run », *NBER Working Paper 2419* (Cambridge : National Bureau of Economic Research).
- FELDSTEIN, M.S. (1986), « New Evidence on the Effects of Foreign Exchange Intervention », *NBER Working Paper 2052* (Cambridge : National Bureau of Economic Research).
- FELDSTEIN, M.S. (1986), « Correcting the World Trade Imbalance », décembre 1986 (Cambridge : National Bureau of Economic Research).
- Fonds Monétaire International (1983), *World Economic Outlook*.

- Fonds Monétaire International (1987), « Report on the World Current Account Discrepancy », *Final Report of the Working Party*, septembre 1987.
- FRANKEL, J.A. et K.A. FROOT (1986), « The Dollar as a Speculative Bubble : A Tale of Fundamentalists and Chartists », *NBER Working Paper 1854* (Cambridge : National Bureau of Economic Research).
- GORDON, R.H., et H.R. VARIAN (1986), « Taxation of Asset Income in the Presence of a World Securities Market », *NBER Working Paper 1994* (Cambridge : National Bureau of Economic Research).
- GRILICHES, Z. et J. MAIRESSE (1985), « R&D and Productivity Growth : Comparing Japanese and U.S. Manufacturing Firms », *NBER Working Paper 1778* (Cambridge : National Bureau of Economic Research).
- HELKIE, W.L. et P. HOOPER (1988), « An Empirical Analysis of the External Deficit, 1980-1986 », dans R.C. Bryant, G. Holtham et P. Hooper, eds. *External Deficits and the Dollar*, (Washington : Brookings Institution).
- HELLIWELL, J.F., P. STURM et G. SALOU (1985), « International Comparison of the Sources of Productivity Slowdown 1973-1982 », *European Economic Review* 28 : 157-191.
- HELLIWELL, J.F. (1987), « The International Transfer of Resources », communication préparée pour la troisième Conférence mondiale du Collège d'Athènes, avril 1987.
- HELLIWELL, J.F. (1988a), « Some Comparative Macroeconomics of the United States, Japan, and Canada », dans R.M. STERN, éd., *U.S.-Canadian Trade and Investment Relations with Japan*, (Chicago : University of Chicago Press).
- HELLIWELL, J.F. (1988b), « The Effects of Fiscal Policy on International Imbalances : Japan and the United States », *EPA Symposium* (Tokyo : Economic Planning Agency).
- HILL, P. (1986), « International Price Levels and Purchasing Power Parities », *OECD Economic Studies*, n° 6, printemps 1986, pp. 133-159.
- KEHOE, P. (1986), « International Economic Cooperation May Be Undesirable », *Research Department Staff Report n° 98*, Federal Reserve Bank of Minneapolis.
- MADDISON, A. (1982), *Phases of Capitalist Development* (New York : Oxford University Press).
- MARRIS, S. (1985), *Deficits and the Dollar : The World Economy at Risk* (Washington : Institute for International Economics).
- MARSTON, R.C. (1986), « Real Exchange Rates and Productivity Growth in the United States and Japan », *NBER Working Paper 1922* (Cambridge : National Bureau of Economic Research).
- NAGATOMI, Yuichiro (1984), « Japan's Informationalization and Emerging Service Economy : Implications for U.S.-Japan Relations », discours, Woodrow Wilson School, Princeton University.

- NAKAUCHI, Isao (1986), « Pursuit of 'Real' Affluence: Japanese Consumers' Changing Tastes », *Look Japan*, 10 décembre, pp. 4-5.
- OCDE (1982), « The World Current Account Discrepancy », *OECD Occasional Studies*, juin 1982 (Paris: OCDE).
- OCDE (1985), « Employment in Small and Large Firms: Where Have the Jobs Come From », *OECD Employment Outlook*, chapitre 4 (Paris: OCDE).
- RICHARDSON, G.B. (1960), *Information and Investment* (London: Oxford University Press).
- YOSHIDA, TAROICHI (1986), « Towards the Pacific Basin Century », communication présentée au Havard Institute of International Affairs, janvier 1986.
- YASHIRO, NAOHIRO (1987), « Exchange Rate Adjustment and Macroeconomic Policy Coordination », *Discussion Paper n° 41* (Tokyo: Economic Planning Agency).